

• RÉSUMÉ EXÉCUTIF

ÉVALUATION DE L'IMPACT MONDIAL DES PERTURBATIONS SUBIES PAR LE PEPFAR

CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE « PEPFAR PULSE »

amfAR


JOHNS HOPKINS
BLOOMBERG SCHOOL
of PUBLIC HEALTH

 Funders
Concerned
About AIDS

 DATA
ETC.

Évaluation de l'impact mondial des perturbations subies par le PEPFAR : conclusions de l'étude « PEPFAR Pulse »

Résumé exécutif

Depuis 2003, le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) constitue le pilier de la riposte mondiale au VIH, ayant permis de sauver plus de 26 millions de vies dans plus de 50 pays. En 2025, une série de décrets du gouvernement américain, la dissolution de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la suppression de milliers de subventions dans le domaine de la santé mondiale ont gravement perturbé la mise en œuvre du PEPFAR. Si les données du PEPFAR rendues publiques ont montré des baisses notables dans la prestation des services, il n'existe aucun bilan officiel de la situation actuelle des organisations et institutions chargées de la mise en œuvre du programme PEPFAR. Il est essentiel de documenter la situation actuelle des partenaires de prestation de services du PEPFAR pour comprendre ce qui a été perdu, ce qui persiste et comment ces changements ont remodelé la prestation des services liés au VIH. L'étude « PEPFAR Pulse » a été conçue pour répondre à cette question.

Entre novembre 2025 et avril 2026, l'équipe de recherche « PEPFAR Pulse » a mené une enquête électronique mondiale auprès des partenaires de mise en œuvre (« implementing partners » IP) du PEPFAR – c'est-à-dire les organisations ayant reçu un financement du PEPFAR pour fournir des services liés au VIH en 2025. De plus, l'équipe a examiné les données relatives aux dépenses du programme PEPFAR pour les années 2024 et 2025 afin de comparer la manière dont les réductions de financement correspondaient aux perturbations des services signalées par les IP. Au total, 166 organisations issues de 46 pays ont répondu à l'enquête, ce qui représente 23 % de l'ensemble des IP du PEPFAR. Les IP ont fourni des informations sur les tendances en matière de financement, des ressources humaines et de la prestation de services au sein de leur organisation. Dans l'ensemble des pays, les données révèlent des répercussions profondes et inégales sur les services liés au VIH, notamment la déstabilisation des programmes de traitement du VIH, l'effondrement des programmes de prévention du VIH et la disparition des services destinés aux populations les plus exposées au risque d'infection dans le monde.

Principales conclusions

Les perturbations ont touché l'ensemble du programme PEPFAR. Plus de 77 % des partenaires ont vu au moins une subvention résiliée ou un paiement retardé au cours de l'année 2025. Ces résiliations ont contribué à la fermeture d'au moins 1 700 sites de prestation de services (cliniques, centres d'accueil, etc.) et au licenciement de plus de 16 000 salariés à temps plein. Presque aucune organisation n'a pu compenser la perte de financement par d'autres sources de financement.

Même les services protégés ont subi des dommages collatéraux. Alors que le gouvernement américain avait donné pour consigne de maintenir les services de traitement du VIH, de dépistage et de prévention de la transmission mère-enfant du VIH (PTME) malgré les résiliations de subventions, 63 % des partenaires ont tout de même signalé une perturbation de la prestation de services, car leur financement destiné au personnel, aux produits médicaux et aux partenaires a été affecté.

Les coupes budgétaires ont principalement touché les services destinés aux populations les plus touchées par le VIH. 73 % des partenaires de mise en œuvre (IP) qui desservaient auparavant les populations clés (PC), définies comme les travailleurs du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres et les consommateurs de drogues par voie intraveineuse, ont déclaré avoir définitivement cessé de fournir un service destiné aux PC. Parmi les prestataires qui proposaient auparavant chacun de ces services, 67 % ont cessé les services de proximité destinés aux PC, 63 % ont mis fin à toute intervention structurelle et 65 % ont arrêté les services de lutte contre les violences sexistes à l'intention des PC. Même parmi les prestataires qui n'ont pas perdu leur financement, 26 % déclarent avoir cessé un service destiné aux PC afin de se conformer aux politiques américaines.

La prévention, pierre angulaire d'une lutte efficace contre l'épidémie, a été fortement réduite. Dans l'ensemble, les données sur les dépenses du PEPFAR montrent que les dépenses consacrées à la prévention ont chuté de 51 % entre l'exercice 2024 et l'exercice 2025, et avec les dépenses en préservatifs et lubrifiants ayant baissé de 93 %. Ces coupes se reflètent dans les données de l'enquête, avec 43 % des partenaires ayant définitivement cessé au moins une activité de prévention. Parmi les partenaires de mise en œuvre qui proposaient auparavant chacun de ces services, 42 % ont cessé les programmes de distribution de préservatifs et 29 % ont cessé de proposer la PrEP.

Les partenaires locaux ont été les plus impactés. Depuis des années, le PEPFAR s'efforce d'allouer une plus grande part de son financement à des organisations basées dans les pays où les programmes sont mis en œuvre, plutôt qu'à des organisations basées aux

États-Unis. Il s'agit également d'une priorité de l'administration Trump. Ce sont pourtant ces partenaires locaux qui ont le plus souffert des réductions budgétaires en 2025. Les partenaires locaux étaient nettement plus susceptibles que les organisations internationales de voir leur subvention résiliée (63 % contre 41 %) et de fermer des sites de prestation de services (23 % contre 6 %).

Les perturbations ont déstabilisé les systèmes de prise en charge du VIH interconnectés. Près d'un tiers (31 %) des partenaires ont signalé des interruptions dans l'accès aux systèmes de données essentiels sur le VIH; plus de la moitié (55 %) ont indiqué qu'un partenaire sur lequel ils comptent pour fournir des services avait perdu son financement ; et près de la moitié (47 %) ont signalé d'autres perturbations dans les chaînes d'approvisionnement des produits liés au VIH, notamment des difficultés d'accès aux préservatifs, à la PrEP, aux intrants de laboratoire et aux traitements contre le VIH.

Ces perturbations ne se sont pas limitées aux pertes de financement. Même parmi les organisations qui n'ont pas perdu de financement, des changements substantiels ont été apportés à leurs subventions et à leur prestation de services. Plus des trois quarts (77 %) des partenaires de mise en œuvre ont indiqué qu'on leur avait demandé de se conformer à de nouvelles restrictions concernant leurs activités pour pouvoir continuer à bénéficier du soutien du PEPFAR. Parmi les organisations bénéficiant d'un financement intégral, plus de 60 % ont cessé de fournir au moins un service et 44 % ont cessé de répondre aux besoins d'une population spécifique. Ces perturbations concernaient généralement les services destinés aux populations clés et les services de prévention.

PEPFAR Pulse en chiffres

- 77,2 % des partenaires de mise en œuvre ont vu leur subvention résiliée ou leur paiement retardé au cours de l'année 2025.
- 1 714 cliniques, centres d'accueil, cliniques mobiles et sites de prestation de services ont fermé en raison de coupes budgétaires.
- 72,6 % des organisations fournissant des services aux populations clés ont définitivement cessé de proposer au moins un service.
- 63,3 % des organisations proposant des services de prévention de la transmission mère-enfant du VIH ont signalé des perturbations, 22,4 % d'entre elles ayant complètement cessé leurs activités.
- 43 % des organisations proposant des services de prévention ont définitivement cessé de proposer au moins un service
- 21,2 % des organisations proposant des soins et des traitements contre le VIH ont interrompu au moins un service

Dans l'ensemble, ces résultats témoignent d'une dégradation généralisée de l'infrastructure pour la fourniture des services liés au VIH à l'échelle mondiale, avec les populations et les partenaires les plus essentiels à la riposte à l'épidémie étant les plus durement touchés. Les perturbations ont largement dépassé le cadre des priorités déclarées de l'administration, et des services qui devaient explicitement être maintenus ont été affectés. Les partenaires les plus touchés par les coupes budgétaires ont été les organisations locales, qui constituent la fondation d'une riposte au VIH durable et prise en charge au niveau local.

Les programmes axés sur les populations clés ont subi les coupes les plus importantes. Ce sont également les programmes les moins susceptibles d'être intégrés dans les systèmes de soins de santé primaires, en particulier lorsque les populations qu'ils desservent sont criminalisées ou confrontées à des obstacles structurels à l'accès aux soins. À mesure que l'aide américaine s'oriente vers un financement de gouvernement à gouvernement (G2G), les services communautaires et ceux destinés aux populations clés sont exposés aux risques les plus importants. D'autres bailleurs de fonds, notamment les partenaires philanthropiques et multilatéraux, peuvent avoir un impact considérable en affectant des ressources au maintien des services menés par les communautés et destinés aux populations clés. Outre le maintien des programmes de traitement du VIH, les gouvernements nationaux doivent également déployer des efforts délibérés pour pérenniser les services de prévention et ceux qui s'adressent aux populations marginalisées. Sans ces efforts, la mobilisation qui s'est développée depuis vingt ans en vue de mettre fin à l'épidémie de VIH a peu de chances de survivre à cette transition.